Où se cache l'internationalisme du mouvement syndical canadien et québécois ?

L'internationalisme du syndicalisme canadien (et québécois) est très problématique comme le montre l'article de The Maple ci-après. Les syndicats de débardeurs de Montréal et de Québec sont peut-être fort combatifs vis-à-vis leurs employeurs respectifs au point de provoquer l'intervention du gouvernement fédéral. Mais ils sont aux abonnés absents quant au blocage du transport d'armes vers Israël. Par ailleurs, on se réjouit du discours enlevant du président du Conseil central du Montréal métropolitain de la CSN (CCMM-CSN) à la dernière manifestation pro-GAZA organisée par la Jeunesse palestinienne de Montréal (PYM) le 10 octobre dernier (voir mon album de photos) d'autant plus que c'était le seul prononcé en français des quatre discours avant le départ de la manifestation sauf quelques bribes par celui du représentant des PYM.

Encore faudrait-il cependant que le mouvement syndical mobilise en grande, et même fasse grève, contre un génocide qui se perpétue depuis plus de trois ans et qui dure tant sous la forme de la famine que de l'abri en passant par le traitement des personnes emprisonnées sans procès. Quant au soutien au peuple ukrainien aussi victime d'une guerre d'invasion qui tue de plus en plus les civils, qui leur rend la vie misérable surtout en hiver, qui pratique une répressive politique d'assimilation dans les zones occupées y compris vis-à-vis les enfants déportés en Russie, c'est motus et bouche cousue. Est-ce parce que les gouvernements canadien et québécois appuient, avec raison, l'effort de guerre du gouvernement ukrainien ou par pacifisme qui renvoie dos-à-dos oppresseur et opprimé ? Le mouvement syndical ne pourrait-il pas faire suite à l'appel des Jeunes Palestiniens pour botter une compagnie d'armement israélienne hors de Montréal (voir ci-bas) et appuyer au moins monétairement le Convoi international de solidarité vers l'Ukraine initié et organisé entre autres par plusieurs centrales syndicales européennes.

Marc Bonhomme, 9 novembre 2026

Les syndicats canadiens absents de la journée de grève contre Israël

Par Adam D.K. King -- 9 novembre 2026 – The Maple

Le 30 octobre, les dockers de plus de 100 ports répartis dans 22 pays ont participé à une journée exceptionnelle de grèves et de manifestations contre le génocide perpétré par Israël à Gaza, le commerce mondial des armes et la militarisation croissante des ports commerciaux.

De l'Italie à la Grèce, en passant par la France, le Maroc et l'Inde, les travailleurs ont cessé le travail, perturbé les opérations portuaires et manifesté leur opposition à l'utilisation des ports civils pour le transport d'armes et de matériel militaire. Plus de 25 syndicats ont pris part à cette mobilisation coordonnée, l'une des plus importantes actions internationales de ce type.

Cette action a été organisée sous le slogan « Des ports pour la paix – Des emplois dignes », à la suite d'une réunion des syndicats de dockers européens et méditerranéens qui s'est tenue à Istanbul plus tôt cette année. Elle répondait également aux appels répétés des syndicats palestiniens, qui demandaient aux travailleurs de mener une action concrète à l'échelle

internationale contre les entreprises et les gouvernements complices de la destruction de Gaza par Israël.

La Fédération générale des syndicats de Palestine a salué cette mobilisation. « Travailleurs portuaires du monde entier, en cette journée historique, vous écrivez un chapitre glorieux de l'histoire de la solidarité syndicale et humanitaire », a déclaré le secrétaire général Shaher Saed dans un communiqué publié par la Fédération internationale des travailleurs des transports.

Ces grèves ont mis en évidence l'énorme potentiel des travailleurs à exercer leur pouvoir au-delà de leur lieu de travail immédiat. Alors que les gouvernements continuent d'armer Israël et de faciliter le commerce militaire international, les dockers ont démontré que la circulation des marchandises, y compris des armes, dépend en fin de compte de leur travail.

L'Italie a été à l'avant-garde de ce mouvement en pleine expansion. Le syndicat militant Unione Sindacale di Base (USB) a appelé à une grève générale de 24 heures, étendant la mobilisation au-delà des dockers à d'autres secteurs. À Gênes, où les travailleurs se sont mobilisés à plusieurs reprises contre les livraisons d'armes à Israël, cette dernière action s'est inscrite dans la continuité d'années d'opposition à l'implication du port dans le commerce militaire.

Les dockers italiens ont de plus en plus associé leur opposition à la guerre aux luttes nationales pour les salaires, les retraites et les services publics. Comme l'a fait valoir l'USB, on demande aux travailleurs d'accepter une détérioration de leur niveau de vie tandis que les gouvernements consacrent des ressources croissantes à la militarisation.

Par ailleurs, environ 3 000 travailleurs ont participé à une grève au port du Pirée, en Grèce, perturbant les opérations de manutention et les services de ferry. Les dockers français ont organisé un arrêt de travail de 24 heures, tandis que les syndicats en Turquie, au Maroc et en Espagne se sont également mobilisés. Bien que l'ampleur des perturbations ait varié, cette action coordonnée a constitué un effort important pour empêcher que les cargaisons militaires ne soient simplement réacheminées d'un port à l'autre.

Les dockers suédois ont également donné un exemple important de solidarité internationale. En décembre 2024, 68 % des membres votants du Syndicat suédois des dockers ont soutenu la proposition de bloquer le matériel militaire à destination ou en provenance d'Israël.

Le syndicat a ensuite annoncé un blocus de six jours, qui a débuté en février 2025 après que le Tribunal du travail suédois eut autorisé la poursuite de l'action. Les employeurs ont contesté le blocus, tandis que le vice-président du syndicat, Erik Helgeson, a par la suite été licencié par son employeur, une mesure que le syndicat a condamnée comme étant une mesure de représailles.

L'exemple suédois illustre à la fois les possibilités offertes par la solidarité internationale menée par les travailleurs et les risques auxquels sont confrontés les membres et les dirigeants syndicaux qui tentent de la mettre en pratique.

La participation nord-américaine à la journée d'action du 30 octobre a été plus limitée, bien que les travailleurs et les militants de solidarité avec la Palestine aient continué à s'organiser contre le commerce des armes.

À Oakland, en Californie, des membres des sections locales 10 et 34 du Syndicat international des dockers et des manutentionnaires (ILWU) se sont joints à des sympathisants de la communauté pour un rassemblement organisé le 30 octobre afin de s'opposer au génocide à Gaza et au militarisme international. Cette manifestation s'inscrivait dans la longue tradition d'activisme politique des dockers de la côte Ouest, même si elle n'a pas donné lieu à un arrêt de travail à l'échelle du port.

Au Canada, l'événement le plus marquant de ces derniers temps s'est produit quelques jours seulement avant la grève internationale. Le 28 octobre, le Congrès du travail du Canada (CTC) a annoncé que son Conseil canadien avait adopté une résolution soutenant les travailleurs qui refusent de manutentionner des armes et du matériel militaire destinés à Israël.

Cette décision fait à la suite d'un travail de mobilisation soutenu mené par Labour 4 Palestine, la Coalition canadienne pour le BDS et d'autres militants exigeant que les syndicats canadiens qualifient les cargaisons militaires à destination d'Israël de « cargaisons sensibles ». Plus tôt cette année, les délégués au congrès du CTC avaient également voté en faveur de la rupture des liens avec l'Histadrut, la fédération syndicale nationale israélienne.

Il s'agit là de mesures importantes. Mais il subsiste une différence significative entre l'adoption de résolutions de solidarité et l'interruption effective des chaînes d'approvisionnement qui soutiennent les opérations militaires d'Israël.

La participation des syndicats étant largement absente au Canada, les militants ont pris les choses en main. En février 2024, plus de 100 manifestants ont bloqué l'accès des camions au port de Vancouver, réclamant un embargo sur les armes à destination d'Israël.

Deux mois plus tard, des militants de solidarité avec la Palestine ont bloqué l'accès au terminal à conteneurs de Deltaport, à Delta (Colombie-Britannique), perturbant les opérations pendant plusieurs heures. En juin 2024, des militants ont également bloqué une voie ferrée au sud de Montréal, ciblant ce que les organisateurs ont décrit comme une voie d'approvisionnement pour des marchandises transitant par Halifax à destination d'Israël.

Ces actions démontrent que l'opposition à l'implication du Canada dans la guerre est loin d'être inexistante. Pourtant, contrairement à de nombreux pays européens, la plupart des actions perturbatrices au Canada ont été initiées par des militants associatifs plutôt que par les syndicats eux-mêmes, malgré les efforts louables de groupes tels que Labour 4 Palestine, qui s'efforcent de faire pression sur les syndicats canadiens de l'intérieur.

Cela soulève une question dérangeante pour le mouvement syndical canadien : après tout ce qui a été documenté concernant les crimes d'Israël à Gaza ainsi que la complicité des gouvernements qui le soutiennent à travers le monde, pourquoi davantage de syndicats n'ont-ils pas mobilisé leurs adhérents pour mettre un terme au commerce lié à l'armée ?

La dernière résolution du CTC offre l'occasion de changer cela. Mais pour que cette solidarité soit effective, il faudra que les syndicats s'organisent collectivement, défendent les membres qui refusent de manutentionner des cargaisons militaires et utilisent leurs ressources ainsi que leur poids syndical.

Il existe une longue histoire dont on peut s'inspirer.

En 1984, pendant 11 jours, les membres de la section locale 10 de l'ILWU à San Francisco ont refusé de décharger des marchandises sud-africaines en signe de protestation contre l'apartheid. La solidarité manifestée par d'autres sections locales de la côte Ouest a empêché le navire de simplement se dérouter vers une autre destination. Les travailleurs des syndicats canadiens ont également organisé une opposition significative à l'apartheid en Afrique du Sud.

En mai 2008, des milliers de membres de l'ILWU ont paralysé 29 ports de la côte Ouest pendant un quart de travail de huit heures pour s'opposer à la guerre en Irak. Cette action a démontré que les travailleurs pouvaient, collectivement, remettre en cause la politique étrangère du gouvernement grâce à leur position stratégique au sein de l'économie.

Ces exemples historiques nous enseignent une leçon importante. La solidarité internationale gagne considérablement en puissance lorsque les syndicats vont au-delà des simples déclarations de soutien et exercent leur capacité collective à perturber le cours normal des affaires.

La dernière grève internationale des dockers doit donc être considérée comme bien plus qu'une simple manifestation symbolique. Elle rappelle que les travailleurs disposent d'un pouvoir capable de remettre en cause l'infrastructure économique de la guerre.

Les syndicats canadiens ont désormais entériné le principe selon lequel les travailleurs ne devraient pas être contraints de faciliter les expéditions militaires vers Israël. Il est temps de traduire ce principe en actions concrètes.

Source : https://www.readthemaple.com/canadas-unions-absent-from-strike-day-against-israel/

Appel des Jeunes palestiniens de Montréal pour botter hors de Montréal l'entreprise d'armement israélienne Elbit

PYM Montréal communique avec vous afin de solliciter le soutien de votre organisation pour notre campagne **Elbit hors de Montreal**, qui cible l'entreprise **Advantech Wireless**. Notre nouvelle enquête a révélé **la complicité de cette entreprise dans le génocide**, ici même à Montréal. En réponse, nous lançons une campagne d'envoi massif de courriels à ses dirigeants à travers ce lien : **bit.ly/4e2Aean.**En moins de 48 heures, plus de 2000 personnes ont déjà pris part à notre campagne, mais nous avons besoin d'une mobilisation encore plus importante !

Après trois années de lutte commune pour réclamer un embargo sur les armes, nous apprécierions que vous ajoutiez votre nom à cette campagne et que vous partagiez cet appel auprès de vos membres, votre liste d'envoi ainsi que sur vos réseaux sociaux.

Pourquoi Advantech ?
Advantech Wireless, une entreprise établie à Kirkland, a expédié des composants d'armes à **Elbit Systems, qui est le plus grand fabricant d'armes d'Israel et l'un des principaux profiteurs du**

génocide, en 2025 ainsi qu'en 2026. Advantech avait initialement interrompu ces livraisons en Octobre 2023, avant de les reprendre en novembre 2025, pensant que personne n'y prêterait attention. Pendant ce temps, le gouvernement Canadien **ne fait rien pour mettre fin aux exportations d'armes**, malgré les promesses répétées de ses élus, et en violation directe du droit international, des lois canadiennes et du Traité du commerce des armes.

Les composants de ces armes sont fabriqués ici même, dans nos quartiers, puis transportés sur nos routes. **Le sang des martyrs Palestiniens coule à travers les équipements canadiens que Elbit utilise pour tuer notre peuple.**

REJOIGNEZ-NOUS ET PLUS DE 2500 PERSONNES POUR EXIGER DES DIRIGEANTS DE ADVANTECH DE ROMPRE IMMÉDIATEMENT LEURS LIENS AVEC ELBIT!
bit.ly/4e2Aean

Nous vous remercions du temps que vous accorderez à cet appel et de l'attention que vous lui porterez. Nous espérons avoir l'occasion de collaborer avec vous dans notre lutte commune pour un monde libéré et juste, non seulement pour le peuple Palestinien, mais aussi pour tous les peuples opprimés.

Jusqu'à la libération et au retour,
PYM Montréal